



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 27.6.2024  
C(2024) 4619 final

Son Excellence  
Mag. Alexander Schallenberg  
Ministre fédéral des Affaires européennes  
et internationales  
Minoritenplatz 8  
A — 1014 Vienne

**Objet: Notification 2024/0207/AT**

**Projet de loi modifiant la loi de Vienne sur les produits  
phytopharmaceutiques**

**Transmission d'observations conformément à l'article 5, paragraphe 2,  
de la directive (UE) 2015/1535**

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 <sup>(1)</sup>, Les autorités autrichiennes ont notifié à la Commission, le 15 avril 2024, un projet de loi modifiant la loi de Vienne sur les produits phytopharmaceutiques (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié modifierait plusieurs dispositions de la loi de Vienne sur les produits phytopharmaceutiques afin de souligner l'importance de la lutte intégrée contre les organismes nuisibles. Elle établirait le principe selon lequel, dans le Land de Vienne, à l'exception de certaines zones, telles que celles utilisées à des fins agricoles, seuls les produits phytopharmaceutiques autorisés considérés à faible risque ou adaptés à la production biologique peuvent être utilisés, en plus des substances de base approuvées. En outre, le projet notifié interdirait explicitement l'utilisation de véhicules aériens pour l'application de produits phytopharmaceutiques, bien que l'utilisation de véhicules aériens sans équipage («drones») puisse être autorisée à titre exceptionnel. Elle modifierait également les dispositions relatives à la tenue de registres relatifs à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

---

<sup>1</sup> (1) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1-15).

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

Article 67 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques <sup>(2)</sup> est intitulé «Tenue des registres». Son premier paragraphe dispose que: *«Les producteurs, fournisseurs, distributeurs, importateurs et exportateurs de produits phytopharmaceutiques tiennent des registres des produits phytopharmaceutiques qu'ils produisent, importent, exportent, stockent ou mettent sur le marché pendant cinq ans au moins. Les utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques tiennent, pendant trois ans au moins, des registres des produits phytopharmaceutiques qu'ils utilisent, contenant le nom du produit phytopharmaceutique, le moment de l'utilisation, la dose utilisée, la zone de culture où le produit phytopharmaceutique a été utilisé.»*. Il ajoute: *«Sur demande, ils communiquent les informations contenues dans ces registres à l'autorité compétente. Les tiers, tels que l'industrie de l'eau potable, les distributeurs ou les habitants, peuvent demander à avoir accès à ces informations en s'adressant à l'autorité compétente.»*.

Le règlement d'exécution (UE) 2023/564 de la Commission du 10 mars 2023 en ce qui concerne le contenu et le format des registres des produits phytopharmaceutiques tenus par les utilisateurs professionnels en application du règlement (CE) n° 1107/2009 établit des règles harmonisées détaillées, de manière à garantir la qualité adéquate et uniforme des registres tenus en vertu de l'article 67, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1107/2009 dans l'ensemble de l'Union. L'annexe du règlement d'exécution (UE) 2023/564 définit ainsi les informations détaillées à fournir dans les registres, qui sont conservés sous forme électronique. Toutefois, l'article 5 de ce même règlement prévoit que ce règlement est applicable à partir du 1er janvier 2026.

Le projet notifié modifierait les dispositions de la loi de Vienne sur les produits phytopharmaceutiques en ce qui concerne la tenue de registres relatifs à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. L'article I, paragraphe 4 du projet notifié modifierait notamment l'article 5 de ladite loi de Vienne, afin que cette dernière disposition contienne un paragraphe 2 indiquant: *«(2) Toute personne qui utilise ou permet d'utiliser des produits phytopharmaceutiques autorisés pour l'utilisateur professionnel [...] tient des registres dans lesquels au moins les informations suivantes doivent être incluses: a) la dénomination commerciale de tous les produits phytopharmaceutiques utilisés (y compris les substances de base), y compris le numéro d'enregistrement phytosanitaire et le facteur nocif; b) le nom et la taille de la superficie traitée, la culture traitée et la quantité effectivement utilisée (quantité d'application) du produit phytopharmaceutique. Si une quantité d'application liée à la superficie n'est pas envisagée, la concentration utilisée est spécifiée. La taille de la zone traitée ne doit pas être précisée dans ce cas; c) la date d'application; et d) le nom complet de l'utilisateur professionnel [...]. Ces registres sont conservés chronologiquement et pendant au moins trois ans»*.

Bien que cette disposition ne semble pas contredire les termes de l'article 67, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1107/2009 et qu'elle puisse fournir des indications pratiques supplémentaires par rapport aux règles établies dans la disposition de l'Union, il est rappelé que cette dernière disposition est directement applicable en Autriche. En outre, l'attention des autorités autrichiennes est attirée sur le fait que le règlement d'exécution (UE) 2023/564 du 10 mars 2023 est déjà en vigueur, bien qu'il ne soit pas encore

---

<sup>2</sup> (JO L 309 du 24.11.2009, p. 1.

applicable. La sécurité juridique serait mieux assurée si le projet notifié contenait une référence aux règlements de l'UE susmentionnés. En outre, lorsque les règles détaillées résultant du règlement d'exécution (UE) 2023/564 deviennent applicables, le 1er janvier 2026, les dispositions résultant du projet notifié, bien que remplacées, pourraient donner lieu à une insécurité juridique, car elles s'écarteraient des dispositions de l'Union. Il convient de noter, par exemple, que le projet notifié ne fournit pas le même niveau de détail concernant les informations à enregistrer et ne semble donner aucune indication quant au format des registres à tenir.

Les autorités autrichiennes sont invitées à tenir compte de ces observations et à modifier le projet notifié en conséquence.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Sandra GALLINA  
Direction générale de la santé et de  
la sécurité alimentaire